

E-PAPER

# Une grande présence militaire, moins de sécurité

Le Mali, cinq ans après le  
début de l'intervention

**CHARLOTTE WIEDEMANN**

Publié par la Heinrich-Böll-Stiftung, Janvier 2018

# Une grande présence militaire, moins de sécurité – Le Mali, cinq ans après le début de l'intervention

Charlotte Wiedemann

## Table des matières

Résumé	3
I Introduction : les origines et les visages de la crise	3
II Au nord : comment un accord de paix favorise la violence	6
III Au centre : quand les djihadistes sont mieux respectés que les fonctionnaires	10
IV À Bamako : une paix absente avec cet État. Les nouvelles dynamiques à l'ombre de la crise	13
Une opposition plus forte	14
Une religion plus présente	16
V Pourquoi les Maliens parlent d'une mise sous tutelle	18
Le fardeau de la mission des Nations unies	18
Le dialogue tabouisé avec les djihadistes	20
La psychologie de la dépendance	23
VI Une nouvelle réflexion : quels sont les facteurs de division et de cohésion sociale au Mali ?	24
VII Perspectives	27
Informations sur l'auteure	29
Mentions légales	29

# Résumé

- Cinq années d'intervention militaire internationale n'ont apporté aucune sécurité à la population malienne. En effet, les zones d'insécurité ne cessent de s'étendre à l'intérieur du pays.
- Le processus de paix officiel au nord du Mali n'a pas entraîné l'éviction des groupes armés. Au contraire, il a généré la prolifération des milices. Les frontières entre les alliés, les djihadistes et le grand banditisme sont mouvantes. Dans le centre du Mali, le djihadisme se confond désormais avec la révolte sociale.
- La tabouisation du dialogue avec les djihadistes est ressentie tel un diktat des partenaires européens et contribue à renforcer un sentiment de mise sous tutelle.
- La mission des Nations unies Minusma et la prédominance des acteurs internationaux dans les décisions relatives aux intérêts maliens sont perçues comme un fardeau.
- La qualité de la gouvernance a touché le fond sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita.
- La crise a engendré des dynamiques nouvelles au sein de la jeune génération, ainsi qu'une opposition renforcée. Ces deux facteurs sont ignorés par les acteurs du processus de paix.
- L'État est aujourd'hui moins présent sur le terrain au regard de la situation d'il y a cinq ans. C'est la raison pour laquelle les élections présidentielles prévues pour juillet 2018 sont devenues incertaines.
- Bilan : associé à une gouvernance lamentable, un processus dominé à plusieurs égards par des acteurs extérieurs a rapproché encore davantage le pays du précipice.

## I Introduction : les origines et les visages de la crise

La crise malienne présente une nature complexe. Toutefois, il est plus aisé de la comprendre en prenant en compte deux facteurs générés par les événements suivants qui se sont produits au début de l'année 2012 : d'une part, la chute du chef d'État libyen Mouammar Kadhafi (accélérée par une intervention de l'OTAN) et, de l'autre, le déclin continu de la démocratie malienne. Anciens mercenaires des services libyens, les combattants touareg lourdement armés ont très rapidement conquis une grande partie du nord du Mali sous la conduite du nouveau groupe rebelle MNLA<sup>[1]</sup> et l'action conjointe menée avec les djihadis-

**1** Mouvement national de libération de l'Azawad.

tes. Le grand nombre de victimes subies par une armée malienne inférieure ont incité un sous-officier en service dans la capitale de Bamako à entreprendre un coup d'État à l'encontre du président. Conséquence : le système s'est écroulé comme un château de cartes.

Dans l'intervalle, le MNLA a proclamé l'indépendance de l'État indépendant de l'Azawad au nord du pays. Cependant le mouvement s'est fait chasser de ce territoire par les djihadistes davantage armés au terme d'une brève guerre fratricide. L'occupation de la région portait alors les traits d'une répression aux motifs religieux.

Au moment où les combattants de deux organisations djihadistes ont franchi la frontière de la zone actuellement occupée pour progresser vers le sud au mois de janvier 2013, le président malien par intérim Dioncounda Traoré a demandé l'aide aérienne de la France en soutien des forces armées du pays. Néanmoins, le président français François Hollande privilégia – notamment pour des raisons de politique intérieure – une solution de grande ampleur et envoya dans les jours et semaines qui suivirent un contingent de 4 000 soldats au nord du Mali par voie terrestre. Les troupes de la mission « Serval » parvinrent en peu de temps à libérer les villes de Tombouctou et de Gao avant de repousser en l'espace de trois mois une grande partie des quelque 2 000 combattants djihadistes vers le Sahara ou la frontière algérienne.

À Kidal, la seule région du Mali à majorité touarègue, l'objectif officiel de la mission, à savoir rétablir l'intégrité de l'État malien, fut relégué au second plan pour des motifs tactiques. La mission « Serval » a permis au MNLA de prendre tacitement le contrôle militaire de Kidal, notamment afin de recruter ses combattants experts des lieux pour la recherche d'otages français détenus dans les positions isolées des djihadistes. Une décision aux conséquences graves. L'intégrité de l'état malien, soit l'objectif également fixé par les missions suivantes, n'est pas encore assurée à l'heure actuelle et la France est accusée par les Maliens d'avoir contribué en grande partie à une telle situation.

Bien que l'État ne fût pas en mesure de prendre pied dans de nombreuses régions du nord, un nouveau président fut élu dès juillet 2013 sur la demande insistante de l'Union européenne qui avait besoin d'un partenaire légitime du point de vue de l'État de droit afin de mener la guerre contre le terrorisme (*War on Terror*). Le vainqueur des élections, Ibrahim Boubacar Keita, dit IBK, est un vieux crocodile de l'appareil politique.

Une mission militaire de courte durée conduite par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a laissé la place, à compter du 1er juillet 2013, à la « Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali » (Minusma). D'abord prévue pour un an et prolongée chaque année depuis cette échéance (jusqu'au 30 juin 2018 pour l'année en cours), la mission, dont le déploiement concerne actuellement 11 231 soldats et 1 745 policiers, a pour but de soutenir le processus de paix et de réconciliation, d'assurer la protection de la population civile et des droits de l'Homme et d'aider à la remise sur pied de structures de sécurité. Toutefois, le mandat de cette mission sous-estime la réalité du terrain. La paix que la Minusma est censée stabiliser n'existe pas et, au lieu

de cela, les casques bleus ne cessent d'être la cible d'attaques. En dépit d'un mandat plus robuste depuis juin 2016, le taux de mortalité connaît une augmentation accélérée.<sup>[2]</sup>

Depuis 2014, un millier de forces spéciales françaises de l'« opération Barkhane » (représentées par un total de 4 000 soldats dans les pays du Sahel) mènent la lutte contre les djihadistes sur le retour ou nouvellement recrutés. D'après des informations internes, cette opération détruit chaque année six tonnes d'équipements et de munitions<sup>[3]</sup> et met régulièrement les djihadistes « hors d'état de nuire ».

« D'un point de vue militaire, la mission Barkhane fonctionne », affirme Roland Marchal, spécialiste français en conflits armés. « Le problème est le suivant : pour que l'opération soit un succès, les soldats ont dû conclure des alliances locales, parfois avec des individus douteux. Ce n'était pas bon pour la région. Le trafic de drogue, à titre d'exemple, est plus florissant que jamais. Le Mali est aujourd'hui un pays nettement moins sûr qu'il ne l'était en 2014 lorsque l'opération Barkhane a débuté. »<sup>[4]</sup>

Le minage des rues et les attentats suicides ont commencé uniquement après le début de l'intervention internationale. La population civile fut libérée d'une occupation, mais elle souffre actuellement d'une guerre irrégulière qui s'étend au centre du Mali, bien que pour des motifs différents.

Cette guerre a coûté la vie (jusqu'au mois de janvier 2018) à 146 casques bleus et 500 ont quant à eux subi des blessures graves. Selon un informateur des forces armées du pays, trois Maliens meurent chaque jour à l'heure actuelle : deux soldats et un civil.

D'après les indications des Nations unies, 140 000 Maliens du nord continuent de vivre dans des camps situés dans les pays voisins. La plupart d'entre eux sont des personnes qui se sont réfugiées à l'étranger en 2012/13. De plus, 30 000 Maliens se sont à nouveau fait chasser depuis le début de l'année 2017. Les écoles de 150 000 enfants sont fermées au nord et dans le centre du pays.

Bien que l'intervention militaire n'ait pas obtenu de résultats probants jusqu'à présent, elle va encore faire l'objet d'un renforcement à l'avenir. En effet, une troupe composée de 10 000 soldats va être mise à disposition par les États du G5 Sahel.

Dans les paragraphes suivants, l'étude propose de présenter les facteurs clés de la dégradation dramatique de la situation, de décrire le regard porté sur la crise par les Maliens et de mettre en avant des potentiels jusqu'à présent inexploités afin de la surmonter.

2 <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusma>

3 <http://www.defense.gouv.fr/operations/operations/sahel/dossier-de-presentation-de-l-operationbarkhane/operation-barkhane>

4 [http://www.deutschlandfunk.de/anti-terror-strategie-in-westafrika-europas-interessen-in.724.de.html?dram:article\\_id=396062](http://www.deutschlandfunk.de/anti-terror-strategie-in-westafrika-europas-interessen-in.724.de.html?dram:article_id=396062) Roland Marchal est chargé de recherche au Centre de recherches internationales de l'Institut d'études politiques de Paris, Sciences Po.

## II Au nord : comment un accord de paix favorise la violence

Au terme de huit mois de négociations menées à Alger sous l'égide d'un groupe de médiateurs internationaux, un « Accord pour la paix et la réconciliation au Mali » de 32 pages fut signé à Bamako au mois de mai 2015. Outre l'Algérie (chef de file) figuraient parmi ce groupe de médiateurs notamment l'Union européenne, la Minusma, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Organisation de la coopération islamique.

À la différence de la situation encore existante en 2013 lorsqu'un accord de paix provisoire fut négocié à Ouagadougou, l'objectif d'un « dialogue national inclusif » n'était plus synonyme d'une intégration de tous les groupes de population du nord. Les pourparlers et le traité se limitaient à l'entente entre le gouvernement malien et deux formations de groupes armés : une « Coordination » proche des rebelles séparatistes et une « Plateforme » loyaliste composée de milices dites pro-Bamako. Cette dernière n'a pas participé à l'éclatement de la crise, mais elle avait gagné du poids sur le plan militaire au cours de cette période.

L'État n'était donc pas le vis-à-vis direct de ces groupes qui l'avaient initialement attaqué. Au contraire, il incarnait simplement un côté du triangle dans cette relation. Outre plusieurs autres facteurs, cette structure contribuait à ce que le gouvernement considérât ensuite le traité de paix comme un accord imposé. L'homme politique de l'opposition Tiébilé Dramé, un ancien ministre des Affaires étrangères et négociateur à Ouagadougou, tient même les propos suivants à ce sujet : « À Alger, l'état malien était spectateur et non acteur. »

En effet, l'étendue de l'accord de paix s'est transformée en cause de nombreux maux. Ainsi, il s'avère payant de posséder des armes, car seuls les acteurs armés bénéficient de la possibilité d'obtenir un emploi auprès des forces de sécurité au terme d'un processus de désarmement et d'être également pris en considération lors de la mise en place de nouvelles structures politiques à l'échelle régionale. Le nombre de milices ne cesse de croître en permanence, au gré des morcellements et des créations de nouvelles institutions. Tous ces groupes se voient proposer les avantages mentionnés pendant le processus de pays dans la mesure où ils se rallient à l'une des deux coalitions évoquées exclusivement dans l'accord de paix. Ainsi, un nombre sans cesse croissant de forces de différentes couleurs se procurent l'étiquette de « Compliant Armed Group » (CAG). Elles sont considérées comme des partenaires, au contraire des « Terrorist Armed Groups » (TAG). Ces derniers, autrement dit les djihadistes, furent maintenus à l'écart des négociations de paix. D'un point de vue politique, cette démarche correspondait à la ligne fixée par l'Occident et était également associée à un calcul stratégique concret. En effet, dans la mesure où les rebelles touareg profiteraient du processus de paix, ils continueraient alors de s'éloigner de leurs anciens alliés djihadistes. Et plus la situation au nord du Mali se stabiliserait, plus la frontière serait marquée entre CAG et TAG. Aucune mesure d'un tel plan ne s'est concrétisée.

Le panorama des groupes armés évolue jusqu'ici à un rythme quasi quotidien ; seuls quelques experts de la Minusma, de l'opération Barkhane et de l'armée allemande tentent de se tenir informés dans l'enchevêtrement d'abréviations aux sons similaires. Cette dynamique se distingue moins par ses raisons politiques que par ses motifs économiques. Les enjeux sont les suivants : le contrôle des routes du trafic de drogue et les recettes qu'il génère. Ainsi, les différentes formations se sont scindées en plusieurs fractions rivales, et ce, aussi bien chez les Touareg qu'à l'intérieur de la communauté arabo-malienne. Les groupes armés isolés sont tous de plus en plus dominés par un clan faisant pratiquement figure d'armée privée dont la fin consiste à sécuriser ses activités commerciales.

Les rivalités entre les communautés du nord (Touareg, Arabes, Songhoï, Peuls, etc.) et entre les clans et les différentes couches sociales au sein des ethnies ne constituent pas un phénomène nouveau.

Toutefois, plusieurs forces parmi les Touareg et les Arabes luttent pour une éventuelle ascension sociale en se servant du processus de paix comme d'un moyen d'intervention dans les événements avec leurs propres milices. Dotée d'une puissance militaire forte, la milice pro-Bamako GATIA<sup>[5]</sup> se nourrit d'une branche des Touareg qui n'appartient pas à leur classe noble et elle est conduite par d'anciens officiers de l'armée.

Deux patriarches influents qui apaisaient autrefois les tensions dans leurs communautés tant du côté des Touareg que de celui des Arabes sont décédés à la fin de l'année 2014. Eux-mêmes impliqués dans des luttes armées, leurs fils ne sont pas parvenus à reprendre le flambeau pacifique de leurs pères. Cette situation est le pendant de celle évoquée dans la section suivante consacrée au centre du Mali : les liens traditionnels se dénouent. Par conséquent, cet élément est bel et bien un facteur de crise.

L'orientation du processus de paix favorise non seulement le trafic de drogue, mais aussi l'impunité de la criminalité violente quotidienne dont la population ne cesse de souffrir. « Les grands bandits sont tous connus », affirme un policier des Nations unies en poste à Gao. « Mais si un individu se fait arrêter, une centaine de personnes appartenant à l'un des groupes armés se réunissent devant la gendarmerie dans l'heure qui suit pour exiger sa libération en prétendant qu'il est « compliant ». Et celui qui a donné le tuyau pour l'arrestation paie alors le prix de son information. »

Le processus de paix présente des avantages pour les groupes armés. C'est la raison pour laquelle ils sont intéressés par son maintien, et non par le fait de le mener à son terme avec succès. D'après plusieurs interlocuteurs maliens, un principe similaire s'applique à l'élite politique au pouvoir à Bamako. C'est dans son intérêt de prolonger l'état d'insécurité et d'instabilité, car la présence des acteurs internationaux garantit son autorité et ses revenus.

Le processus de paix implique donc des personnes qui ne manifestent qu'un intérêt relatif pour sa réussite alors que la population civile du nord, assoiffée de paix, en est exclue

5 « Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés »

dans une large mesure. De plus, la force des femmes est pratiquement ignorée dans son intégralité bien que tous les actes de violence commis lors de cette crise portent le sceau du machisme.

« Aucun processus de désarmement ne fonctionne sans intégrer les femmes », critique Coulibaly Kani Diabaté, générale de brigade, qui dirigeait jusqu'à récemment un programme consacré à la lutte contre la propagation des armes de petit calibre. « Les mères savent toujours ce que les fils font avec leurs armes. » La non-prise en compte des femmes, qui sont la plupart du temps les gardiennes des maigres revenus familiaux, a pour conséquence de négliger l'influence exercée sur la relève des djihadistes. Les jeunes hommes se font recruter simplement pour gagner plus d'argent en posant une mine. Bibata Haïdara, activiste d'une association citoyenne à Gao et veuve de deux fils alors chômeurs, apporte son témoignage : « Que dois-je dire s'ils veulent passer chez les djihadistes ? Il est impossible d'assurer la sécurité dans une région qui ne dispose d'aucun revenu. »

La prédominance des acteurs armés caractérise également les nouvelles institutions politiques du nord qui devraient à vrai dire rendre l'État plus proche de ses citoyens. Installées en 2017 dans cinq régions administratives nouvellement découpées, les autorités dites intérimaires s'appuient toutes sur l'une des coalitions armées. Située tout au nord du pays, la région de Taoudeni, la plus grande et la moins peuplée avec ses 323 000 km<sup>2</sup> de superficie, est même conjointement contrôlée par un groupe « compliant » arabe (« Mouvement arabe de l'Azawad ») et par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), et ce, en toute connaissance de cause de la part de l'État et des Nations unies.

« Les frontières entre les terroristes et les partenaires deviennent de plus en plus floues », se plaint un représentant de la coopération au développement allemande. Par ailleurs, ce n'est un secret pour personne que toute cette situation entraîne la mort de nombreux casques bleus. D'après le contenu d'un rapport sur la Minusma établi en mars 2017, « la criminalité transnationale organisée et la contrebande produisent des revenus permanents pour les groupes extrémistes violents qui opèrent au Mali et attaquent la Minusma. »

Les promesses formulées par l'accord de paix pour le nord du pays en matière de progrès et de développement ne sont également tenues que dans une moindre mesure jusqu'à présent. Les partenaires étrangers craignent de venir réaliser des projets dans des régions où ils ne bénéficieront d'aucune exposition d'un point de vue médiatique. De plus, le gouvernement malien fait de la présence de forces de sécurité nationales sur chaque site une condition préalable à d'éventuels investissements. « À ce propos, toute personne qui vient dans la région sait que l'état n'est plus là dix kilomètres après Tombouctou », ajoute l'homme politique Tiébilé Dramé.

Bien que les dividendes de la paix ne soient guère distribués dans le nord, les Maliens du sud qualifient cette région de privilégiée. En outre, l'intégration prévue d'anciens rebelles dans l'armée est considérée comme une « prime de rébellion ».

Ce point de vue est renforcé par le fait qu'un voile pudique est jeté sur les crimes des combattants du MNLA commis lors de la conquête du nord (viols, pillages, etc.). L'accord de



paix interdit certes une amnistie pour les crimes graves. Toutefois, plusieurs coupables présumés parmi les rebelles ont déjà été remis en liberté pendant les pourparlers, une mesure dite de confiance. « Le gouvernement a même retiré les plaintes qu'il avait déposées à La Haye. Cette action a déclenché une vague de critiques dans le pays. Mais que devait-on faire ? La médiation internationale a pressé le gouvernement de prendre une telle décision », précise Ousmane Sidibé, le président de la « Commission Vérité, Justice et Réconciliation » du Mali.

Cette instance incarne la tentative tardive d'écouter chaque victime. Ainsi, 6 000 témoignages ont été recueillis de début 2016 à fin 2017. Organisées au sein de 76 associations, les victimes, souvent des femmes et des jeunes filles, déplorent la lenteur de la commission. Plus de 400 plaintes ont été déposées depuis longtemps et demeurent la plupart du temps non traitées par les tribunaux maliens. Certaines d'entre elles visent également les crimes commis par l'armée.

Le flot d'injustice fait uniquement face à deux condamnations jusqu'à présent. L'ancien chef de la « police islamique » de Gao a écopé de dix ans de détention à Bamako. S'agissant de la destruction de mausolées à Tombouctou, un enseignant a été condamné par la Cour pénale internationale à neuf ans de prison, ainsi qu'à des réparations à hauteur de 2,7 millions d'euros. Les deux coupables étaient plutôt des sous-officiers djihadistes, ils ne tiraient en aucun cas les ficelles.

Par ailleurs, les groupes armés « compliant » sont de nouveau surreprésentés au sein de la commission vérité. Au moment de la désignation de l'instance, son unique tâche semblait consister à faire la lumière sur le déroulement et le passé des confrontations dans le nord du pays. À l'instar de nombreux autres processus, ce plan fut dépassé par les événements liés à la crise, de nouvelles victimes se bousculent en provenance du centre, les balles fusent aux oreilles des enquêteurs. La première commission vérité du monde qui mène son enquête en plein conflit permanent.

Dans cette topographie de la confusion, le rôle de l'armée allemande n'est absolument pas aussi clairement défini et utile qu'elle aime le voir présenté au parlement allemand (Bundestag). Le contingent de la Minusma compte actuellement 950 soldats déployés dans la ville de Gao. Officiellement, la moitié d'entre eux ne quitte pas le camp. Officieusement, cette proportion est considérée comme supérieure. Au Mali, les Allemands sont les champions du monde de l'autodéfense. Le début de la mission en 2013 est déclaré par des diplomates avec des motifs supérieurs. La France souhaitait un soutien militaire allemand pour ses missions africaines et la République centrafricaine figurait parmi les options. En fin de compte, l'Allemagne a préféré porter son choix sur le Mali. Finalement, l'argument du danger présenté pour l'Europe par le djihadisme au Sahara fut servi au Bundestag et à l'opinion publique.

Dans l'intervalle, l'intervention a connu une transformation insidieuse de son objectif : la lutte contre la migration. « Si nous nous retirions d'ici, des millions de personnes décideraient de mettre le cap sur l'Europe », affirme un officier de l'armée allemande. Un membre de la Minusma qui connaît le terrain contredit cependant ce pronostic : « Ne nous voilons pas

la face : Gao est aujourd'hui une plaque tournante de l'immigration clandestine et tout se passe devant nos yeux grands ouverts. »

« Toutefois, du fait de la primauté de la lutte contre la migration, la mission a présenté une importance qui rend un changement de cap si difficile », explique un diplomate européen. « En effet, nous devons nous poser la question de savoir si notre démarche ne ralentit pas le processus de paix et ne lui donne une direction que personne ne souhaite au Mali à proprement parler. »

### III Au centre : quand les djihadistes sont mieux respectés que les fonctionnaires

Depuis 2015, le centre géographique du pays est devenu une nouvelle zone d'insécurité. La région est secouée par un mouvement qui oscille entre terreur islamiste et révolte sociale. Ce dernier recrute souvent des jeunes bergers de l'ethnie peule ; ils chassent les représentants d'un État qu'ils connaissent uniquement en tant qu'opresseur et exécutent des percepteurs d'impôts et des maires.

Considérer ce phénomène comme une pure et simple extension de la crise dans le nord du pays serait une interprétation incorrecte de la réalité. Dans le nord, les conditions naturelles (grands espaces arides, faible densité de population) ont toujours constitué un frein pour la prospérité et les infrastructures étatiques.

La situation du centre du Mali et son delta intérieur et fertile du Niger est bien différente. Ici vivent des paysans, des éleveurs et des pêcheurs dans un entrelacs très ancien et autrefois harmonieux de relations multiethniques qui se trouve toutefois soumis à la pression exercée par le changement climatique et la croissance démographique.

Un grand nombre de conflits liés à l'utilisation des sols aurait nécessité une main particulièrement sensible tendue par l'État. Cependant c'est bel et bien le contraire qui se produit. La corruption et l'arbitraire sont des maux chroniques dans cette région, notamment dans son poumon économique, l'« Office du Niger », une zone de culture irriguée dont la surface s'élève à une centaine de milliers d'hectares. Les Maliens l'appellent l'« eldorado des fonctionnaires ». Ces derniers temps, elle est également un théâtre de vol de terres par des investisseurs privés.<sup>[6]</sup>

6 L'Établissement de crédit allemand pour la reconstruction (Kreditanstalt für Wiederaufbau) était impliqué dans l'un des conflits. Voir <http://www.taz.de/!5013345/>

La gouvernance lamentable est la cause principale de la crise dans le centre du Mali. Un tel diagnostic est également établi par tant d'interlocuteurs différents, à l'image de l'anthropologue Jean de Dieu Dembélé, un membre dirigeant de l'Église catholique, et de Mahmoud Dicko, le président du « Haut Conseil islamique » proche des wahhabites<sup>[7]</sup>

D'après Mahmoud Dicko, « La corruption a tout détruit. Tous les fonctionnaires tendent la main. Personne n'a voulu défendre cette administration. »

De plus, Jean de Dieu Dembélé ajoute : « La catastrophe était prévisible. L'État se comporte comme un animal prédateur. Il donne l'impression aux citoyens qu'il est leur ennemi naturel. Cet état n'est défendable en aucune façon aux yeux de la population. »

À l'instar de la situation au nord du pays du temps de l'occupation en 2012, les djihadistes impressionnent désormais la population également dans le centre, car leur justice islamique fonctionne d'une manière relativement propre et impartiale. « Ils ont du succès, car ils exercent la justice », confirme le catholique Jean de Dieu Dembélé. « La religion est un facteur mobilisateur, mais la clé pour sortir de la crise, c'est la gouvernance. »

Lorsqu'un juge fut enlevé en pleine rue dans la ville de Niono, la population locale s'est montrée « satisfaite », selon les dires d'un réalisateur de films qui vit dans la région et s'engage dans le domaine de la médiation de conflits. « Quand un tel événement se produit, j'entends toujours que c'est bien fait pour les fonctionnaires ! Cela doit leur servir de leçon pour qu'ils changent leur comportement. »

L'impression que la sympathie pour le djihadisme est moins générée par des motifs religieux que par l'expérience de l'arbitraire étatique recoupe les conclusions d'une étude des Nations unies portant sur l'extrémisme en Afrique.<sup>[8]</sup> Une part supérieure à 70 % des personnes interrogées ont mentionné une action gouvernementale injuste en tant que facteur déclencheur de leur décision de rejoindre un groupe militant.

Désormais se pose la question suivante : mais pourquoi en particulier les bergers peuls sont-ils apparemment réceptifs à ces idées dans le centre du Mali ? Certains médias et chercheurs occidentaux considèrent à présent cette ethnie comme la force motrice d'un Sahel en cours de radicalisation religieuse. Avec des millions de membres disséminés du Sénégal jusqu'en Afrique centrale, dont un grand nombre vivant de façon semi-nomade et parents au-delà des frontières du pays, les Peuls semblent confirmer un nouveau credo de la politique occidentale : la « guerre contre le terrorisme » et un contrôle renforcé aux frontières, précisément dans la région du Sahel, doivent se fondre l'une dans l'autre.

**7** Au Mali, environ 15 % des musulmans adhèrent à ce courant de l'islam, connu de l'Arabie Saoudite. Toutefois, Mahmoud Dicko jouit d'une reconnaissance dépassant le cadre de cette minorité et fut déjà élu pour la deuxième fois président par les organisations affiliées au « Haut Conseil » national.

**8** Journey to Extremism in Africa. Drivers, Incentives and the tipping Point for Recruitment, UNDP, 2017.

Au Mali, un faisceau de facteurs locaux est en revanche considéré comme une explication. Premièrement, un niveau de formation rudimentaire et un grand amour de la liberté font des bergers des victimes idéales pour un État corrompu. « Ils détestent tellement être enfermés qu'ils bourrent les poches d'un fonctionnaire afin de ne pas se faire arrêter, même s'ils sont complètement innocents », explique un Peul appartenant à une classe supérieure et instruite.

Deuxièmement, certains Peuls avaient rallié, en 2012, le mouvement djihadiste du Mujao<sup>[9]</sup> au nord du Mali pour disposer également d'armes dans le cas de litiges liés au bétail avec des voisins touareg. Les Peuls en ont payé le prix dans le centre du pays. Les forces de sécurité maliennes les ont dès lors considérés comme des djihadistes suspects, de nombreux membres se sont fait arrêter et déplacer de façon arbitraire et une dizaine de victimes ont été retrouvées assassinées dans un puits derrière une école. Les violations des droits de l'Homme commises par l'armée se poursuivent de nos jours, en dépit des formations de l'EUTM<sup>[10]</sup>, et elles renforcent le sentiment d'exaspération éprouvé à l'égard de l'État.

Troisièmement, les Peuls jouent un rôle particulier dans l'histoire locale des religions. Au cours de la première moitié du XIXe siècle, ils ont gouverné dans le delta intérieur du Niger l'« Empire du Macina », une théocratie islamique, et ce, conformément toutefois à l'une des grandes confréries soufies du Sahel, la Qadiriyya. Tout d'abord, l'héritage soufiste a également marqué un homme qui est aujourd'hui le personnage clé du djihadisme dans le centre du Mali : Amadou Kouffa<sup>[11]</sup>. Le fils d'un imam de renom, un Peul, né vers 1961, est parti prêcher pendant une dizaine d'années. Il est un fin connaisseur du Coran d'un point de vue rhétorique et jouit d'une très haute estime dans un milieu truffé, pour ainsi dire, d'écoles coraniques (600). Par ailleurs, Kouffa est également populaire auprès de quelques jeunes moins religieux. Cette notoriété s'explique par le fait qu'il entre en conflit avec la classe supérieure locale et les autorités corrompues et qu'il appelle à une société plus égalitaire.

Sa « katiba Macina » est à présent associée au groupe djihadiste « Ansar Dine » au nord du Mali.

Toutefois, de même qu'un besoin d'émancipation dans le milieu Touareg entre en jeu au Nord, la terreur dans le centre du pays se nourrit de l'impatience de la jeune génération. Celle-ci n'écoute plus les conseils modérés des anciens et exige des opportunités d'ascension dans une société marquée par des structures sociales jusqu'à présent rigides.

**9** Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest.

**10** La « Mission européenne de formation de l'armée malienne » entraîne les soldats maliens depuis février 2013 avec le soutien d'une forte participation allemande.

**11** Amadou Sangaré de son vrai nom. Le nom de village Kouffa rappelle le siège d'un tribunal islamique de l'Empire du Macina. Voir à ce propos l'étude intéressante du chercheur malien Adam Thiam : Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée. Centre pour le dialogue humanitaire, 2017.

Le mouvement d'Amadou Kouffa organise non seulement le trafic d'armes, mais aussi des cérémonies de mariage : des rituels simplifiés permettent ainsi aux jeunes couples de se soustraire au contrôle de la famille et du doyen du village à ce propos. Les hommes de Kouffa n'opèrent certes jamais à proximité de leurs villages de naissance. Néanmoins, ils ne se cachent pas et font leurs achats sur les marchés locaux. Il n'est donc pas difficile de se rallier à eux. « Tout le monde a un motif différent », explique le réalisateur de films. « Un grand nombre de personnes agissent de la sorte parce qu'ils ont perdu tout espoir, alors que d'autres se joignent au mouvement pour l'argent, voire par curiosité. »

Même si les causes de la crise dans le centre du pays diffèrent de celles au nord, un nombre croissant de régions se trouvent prises dans l'engrenage fatal de la violence. Le crime ordinaire entre dans tous les espaces où les communautés sont déjà paralysées par la peur. Les expéditions criminelles sont destinées à capturer du bétail et à s'emparer de véhicules. Une telle forme de razzia était une pratique bien établie dans le Mali de l'époque coloniale. Depuis l'indépendance, elle semblait éradiquée. L'atavisme social est peut-être le symptôme le plus grave de cette crise.

## IV À Bamako : une paix absente avec cet État. Les nouvelles dynamiques à l'ombre de la crise

Il y a cinq ans, le moment ne semblait pas être celui du « grand audit » que de nombreuses organisations de la société civile exigeaient pourtant : un examen et une élucidation des faits portant sur les événements qui se sont produits pendant plusieurs décennies de démocratie ratée et sur les personnes qui ont profité de l'abus de versements internationaux. Sans un tel audit, « le Mali ne trouvera pas la paix », expliquait autrefois un avocat. L'Union européenne ne souhaitait pas laisser autant de temps au Mali. Après le coup d'État, elle avait coupé le robinet et les deux tiers du budget national furent donc supprimés. Une partie de la jeune génération sympathisait avec le putschiste Amadou Haya Sanogo parce qu'il incarnait pour cette dernière la rupture avec une élite tombée dans la déchéance : qui cela intéressait-il à Berlin ou à Bruxelles ?

La précipitation s'est vengée et le Mali a perdu cinq années. Le détachement des citoyens vis-à-vis de l'État et du monde politique est devenu plus prononcé et l'exaspération plus profonde. Néanmoins, cette situation a permis de faire naître deux tendances : une opposition renforcée et une relation transformée entre les jeunes et les anciens.

## Une opposition plus forte

Pour la première fois depuis les débuts de la démocratie multipartite en 1992, une importante alliance d'opposition s'est formée à Bamako afin de lutter contre les pratiques de la classe politique au pouvoir. La plateforme « Antè a Banna » (nom qui signifie plus ou moins « nous refusons » et « ça suffit ») regroupe une centaine d'organisations : des partis politiques, une partie des syndicats, diverses associations de la société civile, ainsi que des artistes, des rappeurs et des intellectuels.

Ce mouvement est devenu possible, car les partis qui n'appartiennent pas à la coalition du président assument depuis peu leur rôle d'opposition parlementaire. Dans le passé, de telles forces s'étaient efforcées de mettre la main à la pâte à partir du second rang en assurant un processus dit d'« accompagnement » du chef du gouvernement. Désormais, le chef de l'opposition de l'Assemblée nationale, soucieux de son image, participe même à des manifestations de protestation dans la rue. Par ailleurs, les mouvements de jeunesse spontanés qui se manifestaient jusqu'ici sous la forme d'attroupements de jeunes hommes en colère apprennent également à coopérer avec des forces plus expérimentées.

Ces processus de maturation démocratique ne rentrent pas dans le schéma d'un pays en train de se déliter. De plus, la plateforme « Antè a Banna » connaissait un succès étonnamment rapide. Le collectif a fait échouer une réforme prévue de la constitution en 2017, contre la volonté affirmée de la communauté internationale et des Nations unies.

Selon les dispositions de l'accord de paix, une deuxième chambre représentant les régions était censée voir le jour en sus du parlement actuel afin de promouvoir la décentralisation du pays. Dans un tel sénat, le chef de l'État devait être autorisé à nommer un tiers des membres appartenant à des autorités traditionnelles et religieuses. En outre, le droit lui fut accordé de désigner le président de la Cour constitutionnelle, un rôle jusqu'ici dévolu aux juges qui élisaient l'un des leurs.

Dans un climat de méfiance accrue à l'égard du président en exercice IBK, ces mesures allaient trop loin. D'après l'opposition, la révision de la constitution renforce « les tendances autoritaires, la personnalisation du pouvoir, le statut d'hyperprésident » et même une intervention du responsable le plus haut placé de la Minusma est restée infructueuse.<sup>[12]</sup>

Après l'annonce de nouvelles manifestations de masse, IBK a reporté au mois d'août 2017 la modification de la constitution *sine die*. En effet, il n'eut plus confiance en sa capacité de remporter le référendum consacré à cette question.

Le surcroît de démocratie stabilisateur visé par le processus de paix officiel fut considéré par de nombreux Maliens comme le contraire, comme une attaque à l'encontre d'une démocratie déjà faible. Cette évolution mérite d'être notée. Cependant elle ne fut pas ana-

**12** Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Mali s'appelait Mahamat Saleh Annadif à cette époque.

lysée à des fins de rectification du processus. Même dans les rapports réguliers sur le Mali établis par le secrétaire général des Nations unies, la situation de l'État et du gouvernement est enjolivée. De plus, les acteurs extérieurs aux Nations unies pratiquent également l'exercice du double discours. Un grand nombre d'interlocuteurs promettaient la vérité tant qu'ils n'étaient pas cités.

Une nouvelle question se pose : mais quels sont les éléments qui ont stimulé la résistance ? Selon des Maliens plus âgés, la constitution, née d'un large processus de discussion en 1991/92 au terme de vingt années de dictature militaire, est un symbole du patriotisme. Les jeunes qui n'ont pas connu cette époque du renouveau ont pu se ranger pour leur part, sous le slogan « Ne touche pas à ma constitution ! », dans un front composé de personnes du même âge et originaires d'autres pays africains où les régents tentaient de prolonger leur mandat au-delà de la période prévue par la constitution. Les deux motifs présentaient certes une touche d'exagération politico-romantique. Toutefois, tant que sa constitution est romantisée, le Mali ne semble pas un « failed state », soit un « État en échec ».

D'une façon tragique, le patriotisme n'est pas rendu utile pour le processus de paix. Du point de vue des acteurs internationaux, les Maliens apparaissent plutôt comme des enfants entêtés dont l'horizon est trop restreint pour comprendre les mesures salutaires que les autres parties ont élaboré afin de les soutenir. Par ailleurs, le cours réel des événements permet de tirer la conclusion suivante : tant que le processus de paix favorise le pouvoir de l'ancienne élite, il sera synonyme d'échec.

Dans la ville de Gao, la plus grande au nord du Mali avec ses 90 000 habitants, les négligences se chevauchent à la perfection. L'occupation a donné lieu à une auto-organisation de la population qui a offert une résistance passive aux djihadistes en écho au slogan intitulé « Nous pas bouger ». Les collectifs de jeunes qui s'appelaient « Les Patriotes » ont ensuite rendu leurs armes de leur plein gré lorsque la mission « Serval » et l'armée malienne ont pris la ville de Gao. Ils n'ont pas tardé à faire le constat suivant : cette décision était une erreur. Ils n'étaient plus en mesure de poser la moindre exigence pendant le processus de paix, car ils n'étaient plus armés.

Par ailleurs, l'espoir d'une meilleure administration de l'État, particulièrement fort à Gao, fut trahi. En effet, l'État a de nouveau installé ce même gouverneur qui avait pris la fuite en premier en 2012 et laissé tomber la population. Il s'en est suivi plusieurs mois de combat contre cet homme, des manifestations, des sit-ins. Au mois de juin 2016, trois morts ont été déplorés lorsque les forces de sécurité maliennes ont tiré sur des protestataires. L'organisation non gouvernementale « Gao Lama », à laquelle appartenaient les défunts, a porté plainte pour meurtre contre le gouverneur, retiré depuis. Cet événement-là présente également, à l'ombre de la crise, une nouvelle dimension en matière d'affrontement.

La lutte menée contre les djihadistes sert au gouvernement de prétexte pour restreindre les droits civiques. Décrété en 2015 à la suite d'une attaque terroriste perpétrée à l'hôtel Radisson de Bamako, l'état d'urgence s'est transformé en état permanent et permet d'interdire toute manifestation de manière arbitraire. Ainsi, une telle situation a causé la mort

d'une ou deux personnes à Bamako en 2016. De plus, plusieurs marches des femmes ont même fait l'objet de projections de gaz lacrymogène au début de l'année 2018.

En outre, certaines protestations deviennent davantage militantes. Dans la commune d'Ansongo située au nord du pays, des jeunes ont bloqué la mairie de l'extérieur afin d'enfermer le maire dehors. D'après ces derniers, il aurait vendu une livraison humanitaire de denrées alimentaires à des fins d'enrichissement personnel. Dans tous les endroits se dessine une tendance visant à prendre soi-même les choses en main étant donné que l'État se révèle défaillant et que les frontières entre civisme engagé et auto-armement sont mouvantes.

La génération des enfants de la démocratie de façade se considère comme des orphelins d'un point de vue politique. Ils ne peuvent admirer personne dans une culture qui manifeste autant d'estime à l'aîné par tradition. Cette rupture a donné naissance à un phénomène nommé Ras Bath, un provocateur haut en couleur, l'idole des jeunes en colère qui n'ont aucun respect, sauf pour lui, le « guide » au look Bob Marley.

Ce fils de ministre, jeune quadragénaire, juriste de formation, est devenu célèbre par ses émissions de radio dans lesquelles il attaquait frontalement les politiques, les militaires, voire les religieux. Selon Ras Bath, le chef de l'État « doit être aux yeux du peuple comme son jardinier, son chauffeur, son employé. »

Lors d'une apparition à Berlin au mois de juillet 2017, la salle est comble. Les réfugiés du Mali constituent la majorité du public et dès que Ras Bath mentionne les sommes fara-mineuses qui ont été détournées, ces derniers l'acclament. Comme si quelqu'un expliquait enfin pourquoi ils ont quitté le Mali.

« Choquer pour éduquer. » Tel est son slogan qui s'adresse même aux anciens. « Personne ne doit craindre de dire sa façon de penser à un septuagénaire uniquement parce qu'il est âgé ou handicapé. » D'après le sociologue malien Ibrahima Poudiougou, ce discours ouvre une nouvelle ère, peut-être même la fin de la gérontocratie. Ras Bath dit tout haut ce que de nombreuses pensent tout bas. « La jeunesse malienne est désormais connectée au monde. Les médias sociaux leur donnent le droit à la parole alors que les canaux sont bouchés au pays par les détenteurs du pouvoir. »

## Une religion plus présente

Le poids des guides religieux (non djihadistes) augmente dans les mêmes proportions que la déception générée auprès des citoyens par la politique séculaire. Cette tendance, visible il y a cinq ans déjà, a continué de se renforcer.



Ce constat s'applique en premier lieu à Ousmane Madani Haïdara. Son organisation « Ançar Dine »<sup>[13]</sup>, qui comprenait deux millions de membres payants dès 2013, ne cesse de croître. Avec « Cherifla TV<sup>[14]</sup> », il dirige depuis 2015 une chaîne de télévision appréciée dont les actualités présentent la plupart du temps un caractère non religieux et il construit actuellement son troisième hôpital.

Depuis le début de la crise, le prédicateur a toujours maintenu son cap à l'égard des djihadistes : « Ce qu'ils font, ce n'est pas ça l'islam. Aucun musulman ne tue pour l'islam. Notre islam est authentique et nous n'avons pas besoin de ces gens-là. » C'est pour cette raison et parce qu'il dénonce la corruption depuis longtemps qu'Ousmane Madani Haïdara est également respecté au-delà de ses partisans. « Son attitude et sa position sont des remparts majeurs dans la lutte contre le djihadisme », explique un journaliste.

Le prédicateur opère souvent en tant que médiateur, et ce, également entre les groupes armés du nord. Chacun peut compter sur sa discrétion. Dans un pays comme le Mali où l'imam fut de tout temps le premier interlocuteur en cas de litige quotidien lié notamment aux affaires de mariage ou de village, Ousmane Madani Haïdara élève cette fonction à la hauteur de l'espace public moderne. De plus, il évite tous les sujets qui reviendraient à faire de la politique (partisane) au sens strict et il ne donne également aucune consigne de vote. Au cours d'un entretien, il tient à minimiser son influence : « Nous conseillons au gouvernement de faire ce qui est bien pour le pays. Le gouvernement est libre d'accepter nos conseils ou pas. »

Au moment où l'opposition luttait contre la révision de la constitution, Haïdara et les autres guides religieux connus dans le pays ont officiellement adopté une position neutre, mais ils sont toutefois parvenus à véhiculer l'impression de s'opposer à la révision. Un artifice pour surtout ne pas se détacher de la jeunesse.

Les acteurs étrangers ne disposent que peu de connaissances à propos de tels mécanismes de négociation. En effet, ils sont nombreux à ne jamais avoir encore attendu le nom de Haïdara. En outre, la Minusma préfère également coopérer avec des acteurs étatiques décriés au lieu de travailler aux côtés de religieux reconnus pour leur morale.

Par ailleurs, leur poids de plus en plus important n'est pas identique à celui d'un islam plus radical. Cette observation est démontrée par le nombre croissant de cérémonies de masse chaque année à l'occasion du Maouloud, la commémoration de la naissance du prophète Mahomet, qui n'est pas célébré par les wahhabites et d'autres courants salafistes. En 2017, quelque 80 000 Maliens, parmi lesquels de très nombreuses femmes, se sont massés dans le plus grand stade de Bamako lors d'un soir de décembre afin d'écouter Ousmane Madani Haïdara. De plus, 50 000 autres croyants ont rempli simultanément deux autres stades de

**13** Les défenseurs de la religion. Organisation existant depuis 1991. À ne pas confondre avec la formation djihadiste Ansar Dine qui fut créée en 2012 par le guide touareg Iyad Ag Ghali dans le nord du Mali.

**14** Le nom fait allusion au titre honorifique d'Ousmane Madani Haïdara « Chérif » qui est réservé aux descendants du prophète Mahomet.

la ville. Dans son discours d'une heure prononcé comme toujours en bambara, langue nationale du pays, Ousmane Madani Haïdara n'aborde aucun sujet politique bien que, ce jour-là, la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël par Donald Trump ait dominé l'actualité.

En dépit de toute distance prise et déclarée à l'égard de la sphère politique, le fait de remplir des stades avec des partisans constitue tout de même une démonstration de force. Aucun acteur politique n'est capable de mobiliser autant de personnes en masse. Circonstance plus grave : l'État ne dispose lui-même d'aucune politique en matière de religion. Il renonce à toute définition d'un espace légitime et approprié réservé aux forces religieuses ou au moins à toute initiation d'un débat à ce propos.

« L'État laisse les religions faire ce qu'elles veulent. C'est la façon malienne de comprendre la laïcité », explique le catholique Jean de Dieu Dembélé. Les quelques dix pour cent de chrétiens maliens sont en théorie égaux en droits en tant que citoyens. Toutefois, ils se sentent opprimés par la coloration musulmane accrue dans l'espace politique.

Le président IBK, qui a accédé à cette fonction en 2013 avec une forte participation électorale grâce à la mobilisation d'organisations religieuses, a fait d'une rhétorique ronflante de la piété sa marque de fabrique. Ainsi, il a tenu les propos suivants au sujet d'une nouvelle candidature : « En tant que croyant, je m'en remettrai à Allah. Je ne suis que l'humble instrument de sa volonté. » Alors qu'il se présente auprès des partenaires occidentaux comme le garant de la laïcité, il courtise en fait les religieux.

Au moment où même le plus grand stade était bondé pour la fête du Maouloud en 2017, le président a fait cadeau au prédicateur Haïdara de 150 hectares de terres nationales pour qu'il puisse y construire une nouvelle arène destinée à accueillir des manifestations religieuses. IBK venait de débiter sa campagne électorale. Haïdara a hésité un moment avant d'accepter l'offre. Il a ensuite expliqué sa position : « La séparation de la politique et de la religion reste d'actualité, mais il est courant, selon la coutume africaine, d'accepter un cadeau que l'on n'a pas demandé. » Tous les Maliens ont compris le signal : Haïdara ne se laisse pas acheter.

## V Pourquoi les Maliens parlent d'une mise sous tutelle

### Le fardeau de la mission des Nations unies

La mission des Nations unies fut imposée au Mali en 2013. L'appareil gouvernemental et la population ont immédiatement fait part de leur mécontentement quant au grand nombre de soldats étrangers présents sur leur territoire.

De nombreux Maliens ne connaissent pas le mandat limité de la Minusma. Ils ne savent pas qu'aucune mission de forces de combat n'est autorisée et c'est la raison pour laquelle les attentes sont trop importantes. De plus, les casques bleus sont soupçonnés de se trouver du côté des rebelles touareg, voire d'être une arme secrète de la France afin de réaliser encore l'ancien objectif de la création d'un État du Sahara que Paris poursuivait dans les années 1950. Cette vision des choses s'est propagée « dans les rues » de Bamako.

À Bamako comme à Gao, il est reproché à la Minusma d'entraîner une augmentation du coût de la vie. À ce propos, le nombre d'étrangers bénéficiant de salaires confortables s'est également accru dans la capitale du fait d'autres porteurs de projets. Dans la ville de Gao, la Minusma s'est pour sa part transformée directement ou indirectement en employeur majeur avec son « Supercamp ». Cependant travailler pour la mission n'empêche pas de s'exprimer de manière dédaigneuse à titre privé.

Ibrahima Touré, secrétaire général de la confédération syndicale UNTM<sup>[15]</sup> à Gao et militant des droits de l'Homme de longue date, dresse le bilan suivant : « Environ 20 % de la population retirent un avantage économique de la Minusma pendant que les autres souffrent de ses effets secondaires, surtout les plus pauvres. » Les habitations et les maisons sont devenues inaccessibles en raison des fonctionnaires locaux bien payés par la Minusma.

Par ailleurs, certaines personnes bénéficient de deux salaires. Parmi elles figurent des serviteurs de l'État qui sont passés aux Nations unies, mais qui continuent de percevoir leur ancien salaire moins élevé.

Les jeunes chômeurs maliens titulaires d'un diplôme universitaire sont considérés par la mission comme insuffisamment qualifiés pour un poste correspondant. Dans le camp de l'armée allemande, les « locaux », tels qu'ils sont appelés, occupent principalement des fonctions d'aide de cuisine ou de blanchisseur.

Au nord comme au sud se répand le reproche selon lequel la Minusma pratique avant tout l'autodéfense. Moussa Yoro, membre des « Patriotes » qui tentent à Gao de protéger les zones résidentielles des criminels en effectuant des patrouilles, explique la situation : « Les forces de la Minusma sont trop présentes à l'intérieur de leur camp. Elles s'autodéfendent au lieu de protéger la population. »

Ce ne sont pas les seuls reproches répandus qui sont adressés à la Minusma. Ainsi, un fonctionnaire haut placé à Bamako avance les faits suivants : « la Minusma ne se presse pas actuellement pour terminer son travail. Et que font-ils avec nos filles ? Ils les engrossent, puis ils leur donnent de l'argent. » De tels cas sont difficiles à quantifier. Les grossesses hors mariage à l'âge adolescent étaient déjà considérées comme un problème avant l'arrivée de la Minusma. Toutefois, les filles concernées se marient à la hâte en règle générale.

**15** Union nationale des travailleurs du Mali.

La mission des Nations unies devrait-elle mieux faire de disparaître ? Certains répondent à cette question par un oui franc et massif, à l'instar du syndicaliste de Gao Ibrahima Touré : « La Minusma devrait se retirer plutôt aujourd'hui que demain. » En dépit de leur insatisfaction, d'autres soulignent le fait que la mission présente tout de même une utilité, bien que limitée. Parmi ces personnes figure le président du Haut Conseil islamique, Mahmoud Dicko : « Il est exagéré de voir uniquement les effets négatifs de la Minusma. Sans elle, le contact du reste du pays avec Kidal serait peut-être entièrement rompu. Même moi, je m'y rends dans un avion de la Minusma. Mais le citoyen normal ne comprend pas le but de cette mission. »

Au sein de l'alliance de l'opposition, les avis divergent. Ce facteur n'est pas considéré comme un problème, car tous les acteurs de cette dernière sont unis dans leur lutte contre l'élite au pouvoir. Un rejet radical prédomine parmi les organisations de jeunesse. D'après Ibrahima Kébé, porte-parole du groupe « Faso Kanu » (« amour de la patrie »), la France se sert des Nations unies pour couvrir ses intérêts néocoloniaux. La Minusma devrait être remplacée par un service volontaire national pour l'ensemble des jeunes Maliens et Maliennes, un « service patriotique » qui permette de placer de nouveau le pays, zone par zone, sous le contrôle de l'État.

Par ailleurs, la femme politique Sy Kadiatou Sow, une ancienne ministre des Affaires étrangères, pense que le budget annuel d'un milliard de dollars alloué à la Minusma devrait offrir de bien meilleures possibilités de consolider l'État malien. « Nous nous trouvons pratiquement dans une situation d'occupation qu'il convient de ne pas nommer ainsi. L'opinion publique malienne est opposée à une Minusma qui s'installe ici pour une éternité. Nous voyons bien ce qu'il s'est passé dans d'autres pays avec les missions. Le cas de la République démocratique du Congo nous inquiète beaucoup. »

## Le dialogue tabouisé avec les djihadistes

En 2012/2013, un grand nombre de Maliens ont été écœurés autant par les rebelles touareg que par les djihadistes. Ils étaient également nombreux à détester davantage les rebelles, les déclencheurs de la crise. Après tout, ils avaient à tel point braconné dans le nord que les occupants religieux qui leur ont succédé furent d'abord accueillis comme un pouvoir de l'ordre. Ce point de vue n'a jamais été pris en compte, à aucun moment, par le processus de paix officiel. Ce dernier reposait sur une définition établie par des acteurs extérieurs qui identifie à la fois les ennemis à exclure durablement et les personnes avec lesquelles les Maliens devront vivre ensemble.

Depuis 2014, certaines célébrités maliennes ont exigé à maintes reprises de nouer également le dialogue avec les djihadistes. Leur demande a reçu d'autant plus de soutien que la lutte militaire contre le djihadisme s'était soldée par un échec. De plus, son visage est nettement plus malien aujourd'hui que dans les années 2012/2013. L'opinion publique malienne ne s'est que peu formalisée de la stratégie de la mission Serval et de l'opération Barkhane

visant à liquider les djihadistes présumés au lieu de les transférer vers une juridiction d'un état de droit, et ce, tant qu'il semblait plutôt être question d'étrangers.

À l'heure actuelle, deux acteurs locaux bien connus se distinguent : le prédicateur Amadou Kouffa dans le centre du Mali et le guide touareg Iyad Ag Ghali au nord. Ce dernier est l'incarnation de la frontière mouvante entre rébellion, terreur, affaires et Al-Qaïda. Les deux ont envoyé des signaux selon lesquels ils étaient prêts à prendre part au dialogue. De plus, de nombreux Maliens éprouvent encore un certain respect à l'égard de ces deux figures. « Nous ne pouvons pas jeter ces personnes dans le fleuve », affirme l'homme politique Tiébilé Dramé.

D'un point de vue collectif, l'exigence d'un dialogue fut exprimée pour la première fois fin mars 2017. Organisée sous l'égide de la Minusma dans le cadre du processus de paix, une « Conférence d'entente nationale » était censée représenter la totalité des ethnies et des couches sociales. Neuf cents participants se sont serrés pendant trois jours dans un Palais de la Culture vétuste. Il s'agissait de la première manifestation de volonté proche de la base depuis des années. Cet événement a permis de retenir trois éléments. Le sud pense que le nord reçoit toutes les ressources. La population souhaite être enfin impliquée dans la lutte contre la crise. En outre, il est recommandé de tenter de nouer un dialogue avec les djihadistes Amadou Kouffa et Iyad Ag Ghali.

Le chef de l'État a accepté la demande et son ministre de la Réconciliation nationale a ensuite fait l'annonce suivante : « Le Mali est prêt à négocier avec tous ses enfants. »<sup>[16]</sup> La promesse n'a tenu que quelques jours. Le 7 avril, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault s'est rendu au Mali conjointement avec son homologue allemand Sigmar Gabriel et s'est prononcé de manière catégorique : « Nous sommes engagés dans un combat. Et c'est un combat contre le terrorisme sans ambiguïté. (...) Et contre le terrorisme il n'y a qu'un moyen, il n'y en a pas deux. »<sup>[17]</sup>

Le président malien a ensuite confirmé à Jean-Marc Ayrault qu'il n'y aurait pas de négociations, puis le ministre malien des Affaires étrangères a donc communiqué l'information lors d'une conférence de presse commune en compagnie de ses deux hôtes européens.

« Il était choquant de voir à quel point notre marge de manœuvre nationale était limitée », déclare une responsable qui avait participé à la Conférence nationale. « Dans les faits, le Mali se trouve sous tutelle internationale. Et tant que cette situation perdurera, nous ne trouverons pas d'issue à notre crise. »

« Le Mali est mis sous tutelle », confirme également l'ancienne ministre des Affaires étrangères Sy Kadiatou Sow, « et nous regardons impuissants comment la situation ne cesse de se dégrader. Mais nous ne pouvons pas avoir encore la Minusma sur le dos pendant

**16** Alex Thorston : Speaking with Jihadists: Mali Weighs Its Options. IPI Global Observatory, May 25, 2017.

**17** <http://www.rfi.fr/afrique/20170407-mali-jean-marc-ayrault-sigmar-gabriel-ue-solidarite>

des dizaines d'années. Ce serait une catastrophe pour le Mali. Nous devons voir les autres options possibles. »

« Le gouvernement est empêtré dans la logique de la communauté internationale », explique un journaliste. « À vrai dire, il veut négocier, mais il n'ose pas le dire tout haut, car il ne souhaite pas irriter les partenaires. »

Alors que le chef de l'État reste fidèle, en apparence, à sa ligne de conduite selon laquelle il est « hors de question » de nouer un dialogue, il suggère au président du Haut Conseil islamique une sorte de mission secrète. Pour ce faire, il a nommé Mahmoud Dicko à la tête d'une « Commission de bons offices » qui n'existait que sur le papier. Il en va de la poudrière du centre du Mali.

À ce propos, Mahmoud Dicko précise : « Je n'ai reçu aucun mandat concernant les personnes avec lesquelles je suis censé parler. Aux endroits où l'État n'est plus présent, les maîtres des écoles coraniques et les guides traditionnels exercent une influence considérable. C'est la raison pour laquelle je les ai invités à trois grandes réunions. Huit cents sont venus. Ils sont des relais. Ils doivent comprendre ma démarche. Il sera ensuite possible de rencontrer les personnages clés, ainsi qu'Amadou Kouffa à un moment donné. »

« Je veux ouvrir la voie au dialogue en demandant ce que nous pouvons faire pour la région. Je vais sonder pour savoir si, par exemple, l'installation de kadis<sup>[18]</sup> serait susceptible de produire un effet pacificateur. » Le discours de Mahmoud Dicko est limpide. S'il accomplit sa mission secrète, alors IBK remportera un succès. S'il échoue, le président ne voudra jamais rien savoir de cette affaire. « J'assume la responsabilité de ce mauvais deal, tel un devoir civique », explique Mahmoud Dicko.

« Nous devons séparer le centre du Mali des problèmes sécuritaires au Sahara. Qui veut-on donc bombarder dans le centre du Mali ? Nous devons convaincre la population d'accepter la république et de sortir de la spirale de la violence. Mais que propose l'État ? Où est la ligne rouge qu'une république ne peut dépasser ? Le pays et le peuple doivent décider. »

Le Mali parviendra-t-il à déclencher ce processus ? Le Mali, tel que la femme politique de l'opposition Sy Kadiatou Sow l'exige, « aura-t-il le courage de décider ce qui est bon pour nous » ?

Un général malien en retraite, absolument bienveillant envers l'Occident, décrit avec une sérénité surprenante un scénario consécutif à un éventuel retrait de la Minusma et de l'opération Barkhane. « Nous allons ensuite négocier avec les djihadistes. S'ils veulent introduire une loi islamique, nous allons voir à quoi celle-ci ressemble exactement et peut-être que cela ne sera pas si mal. Les djihadistes ont raison à certains égards. Ils veulent une juridiction rapide et propre et ils ne prennent pas d'argent. Ils ont tué de nombreuses

**18** Juges traditionnels ou religieux au-delà de toute justice nationale. Pour le nord, un groupe touareg coopérant avec les djihadistes a veillé à ce que la promotion des kadis soit ancrée dans l'accord de paix. Alors au nord cette revendication est maintenant « compliant »...

personnes, c'est vrai, mais les autres, les rebelles touareg et l'armée, ils en ont au moins tué autant. »

Moussa Tchangari, secrétaire général de l'« Alternative Espaces Citoyens »<sup>[19]</sup> à Niamey (Niger) indique qu'il était toujours permis de négocier avec les djihadistes, au Mali comme au Niger, lorsqu'il s'agissait de libérer des otages occidentaux. D'après lui, décider un dialogue ou une guerre dépend donc des intérêts des grandes puissances occidentales. <sup>[20]</sup>

## La psychologie de la dépendance

Une mise sous tutelle présente deux facettes. Lorgner sur des partenaires payeurs au lieu d'exprimer ses propres intérêts - au Mali, un tel problème est plus ancien que la crise actuelle et constitue même l'une de ses causes. Se laisser imposer un projet, tirer profit de son financement et boycotter sa mise en œuvre de manière tacite : voilà comment le gouvernement considère plus ou moins l'accord de paix. Une pratique bien rodée. Les Maliens se sont faits petit car il était avantageux pour leur élite de s'accrocher à la canule d'injection. Plusieurs dizaines d'années d'un tel subventionnement ont donné naissance à une psychologie de la dépendance.

Alors que les Maliens se plaignent aujourd'hui de leur mise sous tutelle, les représentants d'organisations étrangères précisent leur volonté : « Nous espérons être en mesure de pousser les Maliens à prendre eux-mêmes leurs affaires en main. »

Ainsi, 90 % des forces étrangères ne sont guère parvenus à comprendre les mécanismes de la société malienne et ne voient pas ce manque de compréhension comme un défaut. La mission des Nations unies et la masse de personnels et de dispositifs militaires ont généré un type de personnes qui font « leur job », comme ils appellent leur tâche, de façon similaire aux quatre coins du monde et apportent la réponse suivante à la question de savoir s'ils ont vu quelque chose du Mali : « Je n'en ai pas besoin. »

La situation sécuritaire contribue à l'adoption d'une telle position. De nombreux étrangers ne quittent pas Bamako et ne connaissent guère plus que leurs bureaux et quelques pubs, considérés comme sûrs. Ils pilotent leurs projets à distance et envisagent même de faire documenter leurs progrès par des drones, notamment lors de la construction d'une piste.

L'état du Mali au terme de quatre décennies d'aide à son développement prouve le peu d'effet produit par des approches dominées par des acteurs extérieurs. L'effondrement de la démocratie de façade de 2012 a livré une leçon définitive à ce sujet. Toutefois, avec la mission des Nations unies et la nuée de projets d'accompagnement, l'outrecuidance a fait

**19** L'association pour l'éducation civique et une communication alternative existe depuis 1994 et exploite notamment une station de radio.

**20** Moussa Tchangari, *Sahel : Aux origines de la crise sécuritaire. Conflits armés, crise de la démocratie et convoitises extérieures*, Niamey, 2017.

son retour sous la forme d'effectifs plus nombreux soutenus par un contingent de nations une nouvelle fois en augmentation. À propos des 70 projets non coordonnés dans le seul domaine de la sécurité, un policier des Nations livre son interprétation : « Les Maliens sont tiraillés de toutes parts. Ils ne peuvent plus avoir les idées claires. »

Les forums « post-crise » au budget considérable se tiennent dans des salles fraîchement rénovées pendant que le Mali ne cesse de s'enfoncer toujours plus profondément dans la crise. L'argent coule à flots pour tous les projets placés sous le signe de la « paix ». C'est la raison pour laquelle même les petites organisations de la société civile n'osent pas dire tout haut qu'elles considèrent le processus de paix comme un échec.

Ainsi se pose la question suivante : existe-t-il une solution pour sortir de ce marasme ?

## VI Une nouvelle réflexion : quels sont les facteurs de division et de cohésion sociale au Mali ?

Le Mali était un pays classique de grands récits, des mythes du Moyen Âge au socialisme africain de la jeune république en passant par le panafricanisme des pères et des mères de l'indépendance. Encore plus tard, pendant les jours de lutte pour la démocratie, les Maliens se sont considérés comme les acteurs d'un mouvement d'émancipation de plus grande ampleur. Le message « En la mémoire des peuples et des hommes en lutte pour la liberté » est inscrit sur le monument aux morts de 1991.

Le Mali est aujourd'hui dépourvu de tout récit. « Nous ne sommes plus capables de donner des réponses », affirme Jean de Dieu Dembélé. « L'individu se sent seul. » Selon lui, de nombreux Maliens ont la sensation que l'ordre social se disloque et comme aucune institution, traditionnelle ou nationale, ne semble plus garantir de sécurité, ils sont de plus en plus enclins à rechercher leur protection auprès des groupes armés.

Les personnes plus sensibles le ressentent : le Mali a besoin d'entamer une nouvelle réflexion de l'intérieur et un renouvellement qui doivent largement dépasser le cadre du « grand audit » raté de 2012/13. Autant une autre gouvernance est impérative afin de survivre en tant qu'État, autant un tel changement est également devenu urgent. Il en va de la protection de la texture sociale du Mali et de ses trente ethnies contre un effilage éventuel. Pour de nombreux Maliens, il n'est pas facile de reconnaître cette situation.

« Nous avons idéalisé notre passé selon le principe suivant : nous sommes une grande civilisation, nous ne sommes pas confrontés au racisme, nous n'avons pas de problème entre les ethnies », explique Ousmane Sidibé, le président de la commission vérité. « Ce n'est pas totalement faux, mais les rapports évoluent. Il y a aujourd'hui de la méfiance et des formes croissantes de communautarisme, des catégorisations du style « Ce sont des Peuls », « Ce



sont des Dogons » ... Il existe encore un sentiment d'union, mais, plus la crise s'aggrave, plus les fissures deviennent profondes. »

La violence augmente, également au quotidien, dans les quartiers résidentiels, dans les familles. Au mois de décembre 2017, deux hommes ont battu à mort leurs épouses. Au moment où d'autres femmes manifestaient dans la rue contre la violence masculine en guise de réponse, elles furent dispersées par les forces de police à Bamako. Tous ces éléments s'imbriquent mal et les nerfs de nombreux Maliens sont à vif.

Par ailleurs, la pauvreté semble aujourd'hui plus difficile à supporter, les pauvres ont perdu leur patience et avec celle-ci leur pacifisme. « Autrefois, le fossé n'était pas si béant entre les riches et les pauvres », précise Ousmane Sidibé. « Pendant mon enfance, il allait de soi que nous puissions entrer et sortir des maisons des plus fortunés. Nous mangions même parfois chez eux. Les différences sociales étaient atténuées de cette façon. De telles situations ne se produisent plus aujourd'hui. »

L'érosion de la cohésion sociale ressemble à une toile de fond derrière les événements de la grande crise officielle. Sur la scène principale, ce sont les puissants, les roublards, les cyniques qui jouent leur rôle, quelle que soit leur origine ou leur appartenance. Mais peut-être est-il tout à fait impossible d'enrayer cette spirale sans se consacrer préalablement aux dessous du système ?

Lors des petits conflits, accessoires en apparence et qui n'attirent jamais l'attention des médias internationaux, car ils portent uniquement sur les terres, les pâturages et les champs, le nombre de morts est souvent supérieur à celui d'une attaque terroriste. Parfois, ce sont même des paysans d'ethnie et de confession identiques qui s'assassinent. Une situation qui s'est déjà produite de part et d'autre de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. La réconciliation prend des années, car elle nécessite de générer de nouvelles sources de revenu et de gérer les ressources de façon plus intelligente dans le but que les terres, ni extensibles ni reproductibles, puissent nourrir l'ensemble de la population.

Par conséquent, il est indispensable de connaître l'histoire et l'historique des conflits, un exercice rarement pratiqué au Mali. La question dite de l'Azawad constitue l'exemple le plus éminent à ce propos.

L'Azawad était initialement la désignation géographique d'un terrain située au nord de Tombouctou, une zone de pâturage saisonnière. Les sécessionnistes touareg en ont fait le nom de leur État séparatiste au nord du Mali où ils ne seraient eux-mêmes qu'une minorité. La proclamation de cet État de l'Azawad le 6 avril 2012 est célébrée chaque année par les groupes armés de Kidal en tant qu'« État indépendant » bien que ces mêmes groupes aient renoncé verbalement à faire sécession pendant le processus de paix.

Par ailleurs, une représentante du mouvement a récemment porté un voile aux couleurs dites nationales de l'Azawad lors d'une rencontre avec la ministre malienne de la Promotion de la femme.

La ministre a ignoré cette provocation, ce qui a déclenché un flot de demandes de démission. Telle est la voix du peuple dans le sud.

Il incombe à présent à la commission vérité d'assumer une réalité selon laquelle deux sortes de mémoire collective suscitent un vif émoi. Depuis la répression de la première rébellion de 1963, les Touareg se sentent comme des victimes de l'armée tandis qu'ils sont sans cesse considérés à Bamako comme des coupables, des assassins de soldats. « Nous devons reconnaître les différentes façons de se sentir victimes. Et choisir des cas ayant valeur de symbole dans lesquels chaque communauté est en mesure de se retrouver », préconise Ousmane Sidibé.

Afin de rendre à nouveau l'état digne d'être défendu aux yeux des citoyens, il doit enfin se libérer de la structure coloniale du pouvoir dans laquelle l'élite francophone a hérité du rôle de colonisateur. D'après Ousmane Sy, le président du think tank CERM<sup>[21]</sup>, la crise actuelle est si profonde qu'il n'existe aucune issue sans une « refondation » de l'État. Depuis les années 1990, Sy est un visionnaire d'une décentralisation qui véhicule chez les Maliens de toutes les régions un sentiment d'appartenance à cet État et qui serait même susceptible d'intégrer à ce dernier l'identité touareg, actuellement marginale. Pour ce faire, Bamako est censée allouer un tiers du budget national aux communes, comme il était aussi inscrit dans l'accord de paix.

Cependant la classe politique ne fait que se rire de cette idée, et ce, depuis des années. Sur les deux tiers du budget de l'État issu des fonds de l'Union européenne, une part de 15 % atterrit dans les poches de l'élite de Bamako d'après des estimations courantes. La décentralisation des finances constitue donc une question de pouvoir et, à la différence d'une situation de coup d'État, l'Union européenne ne coupe jamais le robinet lorsque son argent est volé par des personnes dont elle a encore besoin. Une démocratie ne peut naître au Mali que si la relation est rompue avec cette alliance fatale.

Un tel renouveau passe également par une compréhension mutuelle des citoyens et de l'État, et ce, au sens propre du terme. « Dans un pays où tout au plus un quart de la population parle la langue officielle, à savoir le français, les langues nationales doivent être au moins les langues de travail dans les administrations nationales et locales », exige Ousmane Sy. Ras Bath, l'idole des jeunes, va plus loin : « Pour qu'un peuple puisse se développer, il doit exister des universités où la langue parlée est celle de la région. Le système de ceux qui nous ont volé notre État se fonde sur la langue. » Selon un groupe peul de défense des droits de l'Homme, l'« Association Kisal », qui s'exprime à propos de la poudrière du centre du Mali, l'école francophone détache les enfants de leurs parents et des bergers et ne leur apprend rien d'utile pour améliorer leur vie.

Afin de contrecarrer l'effilage de la texture multiethnique du Mali, la famille malienne doit être consolidée. Elle est souvent considérée par les acteurs étrangers comme un obstacle au

développement, et ce, pour plusieurs raisons : elle présente un caractère traditionnel et patriarcal et elle contraint un membre jouissant d'une situation financière prospère à partager ses revenus avec ses parents, ce qui pousse les fonctionnaires à vouloir s'enrichir. Toutefois, la famille propose également des avantages indéniables. En effet, elle maintient la cohésion sociale de la nation pendant les périodes agitées, car de nombreuses familles présentent diverses origines ethniques, voire religieuses. « La famille permet de ralentir les conflits », explique le catholique Jean de Dieu Dembélé. « Sans le poids de la famille, nous serions soumis à davantage de confrontations. »

Pour finir, la souveraineté ne sera récupérée que si les Maliens procèdent à une mise à jour de leurs valeurs et de leur système. « Dans le passé, nous étions en mesure de concevoir des principes, tels que le cousinage à plaisanterie <sup>[22]</sup> afin de régler des conflits entre les ethnies », précise Mahmoud Dicko, le président du Haut Conseil islamique. « Les Maliens d'aujourd'hui ne sont pas moins intelligents que leurs ancêtres. Cependant nous n'inventons plus rien. Et s'il n'y a pas d'espace pour les débats, pour les visions, alors ce seront les autres qui décideront à notre place. Nous, et seulement nous, sommes responsables de tous les événements qui se sont passés depuis l'indépendance et des raisons pour lesquelles nous nous trouvons dans cette situation à l'heure actuelle. »

Le jeune opposant Ibrahima Kébé en vient à l'essentiel : « Nous devons nous regarder dans les yeux. Nous devons nous dire certaines vérités en tant que Maliens. Qu'avons-nous mal fait ? Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Cela n'a aucun sens que la communauté internationale nous dise ce que nous sommes censés faire. Personne ne peut décider à notre place de ce qui est bon pour le Mali. Nous avons besoin de solutions qui nous sont propres. »

## VII Perspectives

L'avenir du Mali est difficile à pronostiquer à l'heure actuelle, au mois de janvier 2018. Les élections présidentielles vont-elles se dérouler comme prévu au mois de juillet bien que l'État ne soit pas présent dans plus de la moitié de ses régions administratives ?

Une partie de l'opposition souhaite l'organisation d'élections dans tous les cas, afin de se débarrasser du président en exercice. D'après elle, chaque jour de plus passé avec IBK menace la sécurité nationale. D'autres acteurs considèrent la tenue d'élections crédibles comme impossible et privilégient une solution de « transition ». Mais avec qui à la tête du pays ? Et de quel côté penche le poids des guides religieux ?

**22** Un réseau de partenariats entre deux ethnies.

Certains redoutent les futurs événements. Parmi ces personnes figurent le général de brigade en retraite Ismaïla Cissé. Il exprime ses craintes : « La mauvaise gouvernance est en train de tuer le Mali. J'ai peur des prochains mois. D'ici cet été, le pays peut exploser. »

Un vétérinaire de la révolution démocratique de 1991 ressent aujourd'hui auprès de la jeunesse une détermination semblable à celle d'il y a une petite trentaine d'années. « Une étincelle et tout peut exploser. Ils sont nombreux à penser qu'ils n'ont rien à perdre. Dans les villes, le mépris pour la classe politique est total ; nous nous préparons à vivre une période de rudes confrontations. »

Le Mali se trouve à la croisée des chemins. Soit l'État continue de se déliter au profit d'un pouvoir des groupes armés et du crime organisé et le Mali se transforme en un territoire nu, survolé par des drones. Soit une grande coalition de Maliens et de Maliennes plein(e)s de bonne volonté parvient à reprendre la main sur leurs principes d'action en faisant appel au capital social de ce pays dont l'existence est incontestable.

## Informations sur l'auteure

**Charlotte Wiedemann**, journaliste et auteure du livre intitulé « Mali oder das Ringen um Würde » (« Le Mali ou la lutte pour la dignité », N.d.T.), est restée en décembre 2017 au Mali où elle a mené une quarantaine d'entretiens avec différents interlocuteurs parmi lesquels des représentants locaux de la société civile, des acteurs politiques, des religieux, des scientifiques, des agents des forces de sécurité, des membres des Nations unies, des diplomates et des représentants allemands de la coopération au développement et de l'armée fédérale. L'ensemble des citations proviennent des entretiens réalisés pendant cette période, sauf indication contraire.

Assistant de recherches : **Alou Diawara**, journaliste à Bamako

## Mentions légales

Direction éditoriale : Heinrich-Böll-Stiftung e.V.  
Schumannstraße 8, 10117 Berlin, Allemagne

Lieu de parution : [www.boell.de](http://www.boell.de)

Date de parution : janvier 2018

Licence : Creative Commons.(CC BY-NC-ND 4.0)  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La présente publication ne reflète pas nécessairement l'avis de la fondation Heinrich-Böll-Stiftung.

Autres livres électroniques à télécharger sur le site  
[www.boell.de/publikationen](http://www.boell.de/publikationen)